



DÉCLARATION DE LA CGT POUR MAYOTTE CSE CENTRAL DU 4 FÉVRIER 2025



Des catastrophes climatiques qui impactent fortement les conditions de travail

Bientôt deux mois depuis le passage du cyclone Chido à Mayotte. D'autres aléas climatiques sont venus frapper le territoire et les visites ministérielles s'enchaînent.

Pour les équipes de Mayotte la 1^{ère} l'activité reste intense malgré les renforts. Les équipes sont épuisées et peinent à récupérer. Même chose pour l'encadrement : un seul rédacteur en chef et un responsable d'édition pour gérer télé, internet et radio. Là où partout ailleurs 4 personnes minimum se relaient.

Faute de journaliste sur le terrain en radio, quand il en a le temps, le responsable doit en plus monter les sujets radio du matin au soir. Évidemment, en cas de rush, les chefs se concentrent sur la télé.

Le présentateur radio se retrouve alors livré à lui-même. En plus du montage des sons, c'est aussi à lui de faire sa conduite.

Sans reporter radio sur le terrain, les éditions ne sont que du copier-coller de la veille.

Les demandes des plateaux et sujets du national pour la visibilité qui évoluent de plus en plus.

Opérateur d'importance vitale

Pourtant à Mayotte la radio et internet sont les principaux médias d'information. On l'a une fois de plus constaté durant le cyclone et après.

Suite à la destruction des canaux de diffusion traditionnels, mais aussi des télévisions dans les maisons, le téléphone a permis à de nombreuses personnes de suivre l'actualité via les réseaux sociaux.

Ce sont les proches de métropole qui les informaient en suivant les réseaux sociaux. D'où l'incompréhension générale face au blocage de l'application qui donne l'accès aux journaux télévisés sur le site internet de Mayotte la 1^{ère}.

Sur le terrain aussi ce sont les deux médias les plus démunis. Même les renforts sont étonnés de voir un tel dénuement. Une situation qui ne date pas du cyclone.

Des renforts insuffisants

L'élan de solidarité suscité par la catastrophe chez nos collègues partout dans les stations ultramarines et les directions nationales nous a particulièrement touché. Malgré notre profonde gratitude, il faut reconnaître que cette aide est loin d'être suffisante.

Aujourd'hui, on ne peut plus se contenter de remplir les cases vides des absents, nous avons besoin d'effectifs supplémentaires.

Mayotte la 1^{ère} souffre d'un sous-effectif chronique. On aura beau faire la politique de l'autruche sur ce sujet, nos moyens actuels ne permettent plus de suivre l'évolution démographique et l'actualité sur un territoire en crise permanente.

Toujours pas de réponse à nos demandes

Nous avons à plusieurs reprises énoncé nos besoins :

- Deux équipes supplémentaires en télé, deux reporters en radio, et trois monteurs le matin et l'après-midi ;
- Un responsable d'édition pour chaque media, un le matin et un autre pour le soir, ainsi qu'un journaliste uniquement sur le web ;
- Les équipes techniques sont exsangues ;
- Les archives sont ravagées. Nous avons besoin de moyens exceptionnels pour rattraper tous les retards d'archivage et sauvegarder ce qui reste.

On nous parle souvent du manque d'attractivité de la station. Mais comment attirer des candidats quand ils voient les conditions de travail à la limite du supportable à Mayotte ? Beaucoup, à commencer par la Présidente, se disent admiratifs face au dévouement des salariés. Mais la réalité c'est que les équipes sont épuisées physiquement et mentalement. Jusqu'à maintenant, pas de réponse de la direction à nos demandes pourtant légitimes.

Des aides qui n'arrivent pas

Alors que toutes les administrations et salariés du privé se voient proposer des aides, Mayotte la 1^{ère} est exclue de la plupart de ces dispositifs. Social Direct, la structure vers laquelle FTV renvoie les salariés, dit qu'elle ne peut rien faire.

Une prime exceptionnelle est annoncée par la direction, mais elle reste limitée à une partie du personnel. Qu'en est-il des autres qui ont aussi tout perdu et qui reprennent le travail dans des conditions dégradées ? Sur un territoire touché par une inflation record, même trouver de l'eau potable représente un défi quotidien.

Paris, le 4 février 2025